



**Baromètre des PME et TPE
du Conseil Supérieur de l'Ordre des
Experts-Comptables**

Synthèse des résultats de la cinquième vague du baromètre

Le 1^{er} Août 2007



Présentation générale

Le Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables a pris l'initiative d'une consultation régulière des PME et TPE en lançant son baromètre de conjoncture bimestriel centré sur cette population d'entreprises.

Ce baromètre est réalisé avec le concours de l'Institut TNS Sofres depuis novembre 2006. La cinquième vague d'enquête a été réalisée entre le 12 et le 19 Juillet 2007 auprès de 800 dirigeants de PME (20 à 249 salariés) et TPE (0 à 19 salariés).

Chaque vague comporte deux parties distinctes :

- *une partie barométrique comportant des indicateurs précis et détaillés destinés à suivre l'évolution passée et projetée des PME et TPE,*
- *une partie plus conjoncturelle, permettant de saisir l'appréciation des chefs d'entreprise sur des mesures, projets ou situations relevant de l'actualité immédiate ou très proche.*

I- Le moral des PME continue de s'améliorer, mais celui des PME tiédit

1. Un regard qui s'améliore encore sur la situation économique et sociale du pays

En Juillet, la progression du sentiment d'amélioration de la situation économique et sociale de la France chez les dirigeants d'entreprise se poursuit.

- **Le sentiment que la situation va en s'améliorant continue d'augmenter : 17% (+3) des chefs d'entreprise le pensent. Le nombre de ceux qui estiment au contraire que le pays aurait tendance à aller plus mal reste important, mais a tendance à décroître (48%, -4), et il est à son niveau le plus bas depuis novembre 2006. Conjointement le sentiment qu'il n'y a pas de changement se stabilise : un tiers (33%, +1) de cette catégorie de population continue d'être de cet avis.**
 - o **C'est surtout chez les dirigeants de PME que la progression de l'optimisme est la plus forte. Pour la première fois depuis le début du baromètre, c'est le sentiment que la conjoncture va en s'améliorant qui domine chez eux, et ce jugement connaît sa progression la plus forte depuis l'année dernière : 37%, +15, des dirigeants de PME sont de cet avis. Le reste pense à part égale soit que la situation économique et sociale du pays ne connaît pas de changement (30%,-6), soit qu'elle a tendance à aller plus mal (30%-9).**
 - o **L'embellie est plus modérée chez les dirigeants de TPE : 16% (+3) déclarent que la situation du pays va en s'améliorant, ce qui correspond aussi à la satisfaction la plus forte chez eux depuis le lancement de l'étude.**

Mais leur regard reste majoritairement pessimiste, même si celui-ci s'éclaircit : 49% (-4) jugent que la conjoncture a tendance à aller plus mal, et une minorité importante (33%, +1) continue de considérer, comme en mai, qu'il n'y a pas de changement.

2. Bilan de la période écoulée et perspectives pour l'avenir des entreprises

2.1. Un optimisme sur la situation du secteur d'activité qui se refroidit pour les TPE, quand les PME gardent le moral

Après l'optimisme du printemps, le moral des chefs d'entreprise sur la situation économique de leur secteur d'activité est plus en demi-teinte : toujours au beau fixe chez les dirigeants de PME, il est à nouveau plus en berne chez les dirigeants de TPE.

- **Après une forte augmentation de la confiance des chefs d'entreprise en mai, le moral des chefs d'entreprise revient à son niveau du mois de mars s'agissant de la situation économique de leur secteur d'activité : le pessimisme domine à nouveau légèrement : 51% (+7) déclarent être pessimistes.**
 - o **Cette inversion ne concerne pas les dirigeants de PME qui confirment leur confiance sur la situation de leur secteur d'activité: 71% (+2) se disent optimistes, soit une progression continue de 6 points et le niveau le plus haut depuis novembre de l'année dernière.**
 - o **En revanche, après une forte augmentation de la confiance sur la situation de leur secteur d'activité des dirigeants de TPE, l'inquiétude est à nouveau en progression chez eux : 48% (-7) seulement se disent optimistes.**

2.2 Un regard peu enthousiaste sur l'année écoulée, jugée peu dynamique, mais en amélioration sur le court terme

Cette incertitude des dirigeants d'entreprise, trouve une explication dans le regard peu enthousiaste que ces derniers portent sur la période écoulée, sur le moyen terme comme sur le court terme.

- **Sur le moyen terme, par rapport à la même période de l'an dernier, la moitié (53% +2) jugent la situation de leur entreprise globalement identique, et la proportion de ceux qui la trouvent meilleure est en baisse (18%, -2).**
- o **Comme en mai, les TPE qui perçoivent une situation moins bonne (26%) sont plus nombreuses que celles qui la jugent meilleure (18%, -2).**
- o **En revanche, comme sur l'ensemble des autres critères, les PME sont plus enthousiastes : 37%, +3, décrivent leur situation comme plutôt meilleure, contre 23%, +1, qui la désignent comme plutôt moins bonne.**

- **Cependant sur le court terme le regard porté sur l'évolution de leur entreprise au cours des trois derniers mois par ces mêmes dirigeants, est plus optimiste.**
 - o En effet comme lors des vagues précédentes, et ce de manière encore plus forte, **leur bilan des trois mois écoulés les porte à globalement estimer que la situation de leur entreprise est restée stable** (68%, +7).
 - o **De plus pour la première fois, chez ceux qui estiment que la situation de leur entreprise a évolué au cours des trois derniers mois, c'est le sentiment d'amélioration qui l'emporte**, chez les PME comme chez les TPE : 16% (-4) sont de cet avis, contre 15% (-4) qui pensent le contraire.

2.3 Une situation présente de l'entreprise globalement satisfaisante, malgré des points de satisfaction en baisse

Ce regard porté par les chefs d'entreprise sur l'évolution de leur entreprise au cours des derniers mois nourrit une satisfaction plus modérée qu'en mai quant à la situation actuelle de leurs indicateurs micro économiques.

- **Si globalement les PME, comme les TPE, sont satisfaites de leur carnet de commande ou du volume de leur clientèle, après une progression continue depuis janvier, leur enthousiasme est en baisse** : 78% (-3) de satisfaits chez les premières, et 65% (-2) chez les secondes.
- **De même la trésorerie est jugée encore majoritairement satisfaisante par les deux cibles, dans une proportion stable chez les dirigeants de PME** (69%, +1), **il connaît une petite baisse chez les dirigeants de TPE** (57%, -1).
- **Seule la rentabilité connaît une progression notable et atteint son meilleur taux de satisfaction depuis novembre 2006** : 57% (+3) des dirigeants de TPE, et 66% (+5) des dirigeants de PME en sont satisfaits.

2.4 Des regards divergents sur l'avenir de l'entreprise

La confiance pour l'avenir de sa propre entreprise reste majoritaire, mais se réduit légèrement au sein des TPE. Il continue à progresser pour les PME..

- **Ainsi, l'optimisme des TPE au sujet des perspectives à un an de l'entreprise, après avoir progressé en mai, baisse de quelques point pour la première fois, sans toutefois atteindre les niveaux plus faibles de cet hiver** : 62% (-5 depuis mai, +3 depuis novembre) des chefs d'entreprise affirment être optimistes en ce qui concerne les perspectives à un an de leur entreprise.
- **Cet optimisme devient en revanche élevé dans les PME où il atteint son meilleur score depuis le lancement de l'étude** (85%, +4, soit +8 depuis novembre).

- **Sur le court terme, en ce qui concerne les perspectives pour les trois prochains mois concernant la situation de leur entreprise, les chefs d'entreprise restent prudents** : ils sont de plus en plus nombreux, dans les PME comme dans les TPE, à juger que la situation restera stable (70%, +7, soit le niveau le plus élevé depuis Novembre 2006).
- **Sur l'évolution de l'ensemble de leurs indicateurs micro-économiques les chefs d'entreprise sont aussi prudents.**
 - o En ce qui concerne l'évolution de leur **chiffre d'affaires** sur les trois prochains mois, les dirigeants de PME pensent quasiment à part égale ou qu'il sera sans changement (41%, =), ou qu'il sera plutôt en hausse (40%, -3). Les dirigeants de TPE sont encore plus mesurés et 55% (+2) anticipent que leur CA sera sans changement, pour 23% (-5) qui prédisent qu'il sera plutôt en hausse.
 - o En ce qui concerne l'évolution de leur **trésorerie**, les TPE comme les PME sont encore plus timides dans leur pronostics : 59% (+3) des PME et 58% (+2) des TPE pensent qu'elle restera sans changement, pour 24% (-6, niveau le plus bas depuis Novembre 2006) des dirigeants de PME, ainsi que 20% (-3) des dirigeants de TPE la voient à la hausse.

3. Des critères clivants

Comme lors des vagues précédentes, les dirigeants de PME témoignent d'une satisfaction et d'une confiance supérieures à celles des dirigeants de TPE. D'autres critères influencent également le regard porté sur la conjoncture du pays, ou sur la situation de l'entreprise.

- **L'âge du dirigeant et celui de l'entreprise** : tout comme en mars et en mai, les dirigeants de moins de 50 ans et ceux d'entreprises créées depuis moins de 10 ans, ou depuis 10 à 19 ans, se montrent plus enthousiastes que la moyenne, sauf sur la situation actuelle de leurs indicateurs micro économiques pour les entreprises les plus jeunes.
- **Le secteur d'activité continue, comme lors des vagues précédentes, d'impacter sur le jugement des chefs d'entreprise** :
 - o le secteur **des services aux entreprises** se montre globalement plus confiant pour l'avenir ;
 - o **l'hôtellerie - restauration** est plutôt négative sur la situation actuelle et le bilan de l'année écoulée, mais anticipe plus que la moyenne une amélioration au cours des trois mois à venir.
 - o les entreprises travaillant dans **le commerce et la réparation** portent toujours un regard plutôt sombre sur leur situation actuelle, mais désormais plus optimiste sur leur futur

II. L'emploi dans l'entreprise : l'élan du printemps s'essouffle.

L'embellie au sujet de l'emploi perceptible depuis mars est assombrie par plusieurs éléments.

- **Au sein des entreprises qui prévoient une augmentation de leur chiffre d'affaires** (43% des dirigeants de PME, et 28% des dirigeants de TPE), **alors que la possibilité de recourir à des recrutements pour y faire face s'imposait progressivement depuis mars, cette intention est désormais en recul** : 46% (-5) des dirigeants de PME continuent de l'envisager, et seulement 16% des TPE (-4) citent cette option.
- De plus, comme lors des vagues précédentes, **deux tiers des entreprises avec salariés déclarent qu'au cours des prochains mois l'effectif de leur entreprise sera sans changement** : 63% (=) des PME, et 79% (+1) des TPE.
- **Alors que les anticipations à la hausse du nombre de salariés ne cessaient de croître depuis mars au sein des PME, ces intentions d'embauches y sont en baisse** : 26% (-4). **Au sein des TPE ces prévisions à la hausse du nombre de salariés stagnent, et les perspectives d'embauches restent limitées** : 14% (=) des dirigeants de TPE continuent de déclarer que leur effectif salarié sera plutôt en hausse.
- Enfin, les **entreprises sans salariés continuent à déclarer de manière presque unanime qu'elles n'envisagent pas d'embaucher des collaborateurs salariés dans les trois mois qui viennent, et ce taux de refus est même en hausse** (97%, +3). En outre **les rares chefs d'entreprises sans salariés qui déclarent vouloir embaucher un collaborateur sont en baisse** (2%,-3).

L'embellie du mois de mai sur les facteurs externes pesant sur l'emploi retombe cet été.

Pour chacun des facteurs suivants externes à votre entreprise, diriez-vous qu'il est plutôt propice ou plutôt pas propice à la création d'emplois dans votre entreprise ?

A tous ceux qui ont ou pourraient envisager d'avoir des salariés un jour % de réponses "Plutôt propice"	Juillet 2007	Evolutions Juillet 2007 / Mai 2007
Les exonérations de charges sociales	49	-7
Le niveau de la croissance	41	-5
La possibilité de trouver de la main-d'oeuvre qualifiée	30	-2
La législation sur le travail	23	-3
La législation sur le temps de travail	20	=
Le niveau du SMIC	18	-6
La fiscalité sur les entreprises	18	=
Le niveau des charges sociales	13	=

Aucun des facteurs n'est jugé majoritairement propice à la création d'emploi, et tous sont ou en baisse, ou stagner, à l'instar des perspectives d'embauches.

Seul le niveau de croissance est désormais considéré comme un facteur externe favorable à l'embauche de salariés par une majorité de dirigeants de PME : ils sont à présent 54% à le penser, soit une progression de 5 points depuis la dernière vague de mai, et de 13 points depuis novembre, soit le niveau le plus élevé depuis le lancement de l'étude.

III. Des questions d'actualité : des décisions du gouvernement bien accueillies

Les différentes mesures du gouvernement visant à favoriser les PME et les TPE que nous avons testées sont majoritairement bien accueillies, et aucune ne soulève d'inquiétudes significatives de la part des entrepreneurs.

Pour chacune des actions suivantes, pouvez-vous me dire si vous pensez qu'elle aura des conséquences très positives, assez positives, assez négatives, très négatives ou pas vraiment de conséquences pour les entreprises comme la vôtre ?

		Juillet 2007 (PME-TPE)								
		Très positives	Assez positives	Total positives	Assez négatives	Très négatives	Total négatives	Pas vraiment de conséquences	Sans opinion	
Mettre en place une Commission visant à réduire le coût que représente pour les petites entreprises le temps consacré aux démarches administratives	100%	27	36	63	6	1	7	29	1	
Réserver une partie des marchés publics aux PME	100%	20	33	53	5	2	7	35	5	
Réduire les délais de paiement	100%	23	25	48	7	4	11	36	5	
Déduire de l'Impôt de solidarité sur la fortune les sommes investies dans le capital d'une PME	100%	18	29	47	4	2	6	38	9	

- **Celle qui suscite le plus fort enthousiasme est la mise en place d'une commission visant à réduire le coût des démarches administratives.** Cette mesure est perçue de façon très large (63%) comme une innovation pouvant avoir des conséquences positives pour leur entreprise. Cette attention portée à ce qui reste la manifestation d'une intention témoigne des attentes et des besoins forts des chefs d'entreprise par rapport au coût que représente pour eux le temps consacré aux démarches administratives.

- **L'idée de réserver une partie des marchés publics aux PME est aussi perçue comme potentiellement positive par une majorité de dirigeants d'entreprise (53%).** Cependant plus le nombre de salariés augmente, plus les chefs d'entreprise ont tendance à penser que cette mesure n'aura pas vraiment d'impact pour eux : 39% des PME de 20 à 49 salariés n'attendent pas de conséquences, et 50% des PME de 100 à 249 salariés sont de cet avis.
- **Le projet de réduire les délais de paiement est également majoritairement perçu comme porteur de conséquences positives pour l'entreprise:** 48% des chefs d'entreprise sont de cet avis, contre 36% qui ne le sont pas. **Les PME sont particulièrement intéressées par cette initiative :** 61% pensent qu'elle aura des conséquences positives pour des entreprises comme la leur, quand seuls 47% des dirigeants de TPE affirment la même chose.
- **La déduction de l'ISF les sommes investies dans le capital d'une PME est également plus attendue par les dirigeants de PME que par les dirigeants de TPE:** 58% des PME jugent que cette initiative aura des conséquences positives pour leur entreprise, pour 47% de TPE qui soutiennent la même chose. **Il est intéressant de noter que ce sentiment positif baisse de façon inverse par rapport au nombre de salariés dans l'entreprise :** 61% des dirigeants de PME employant 20 à 49 salariés ont un avis positif que la question, contre 37% des dirigeants de PME employant 100 à 249 salariés

Le gouvernement souhaite remplacer les différents contrats de travail existant actuellement (CDI, CDD, CNE...) par un contrat de travail unique. Selon vous, la mise en place de ce contrat de travail unique serait-elle une très bonne chose, une assez bonne chose, une assez mauvaise chose ou une très mauvaise chose ?

		Juillet 2007 (PME-TPE)						
		Une très bonne chose	Une assez bonne chose	Total bonne chose	Une assez mauvaise chose	Une très mauvaise chose	Total mauvaise chose	Sans opinion
Pour la situation de l'emploi en France	100%	23	46	69	11	5	16	15
Pour la situation des salariés français	100%	24	44	68	10	6	16	16
Pour les entreprises comme la vôtre	100%	23	41	64	11	5	16	20

- **La mise en place du contrat de travail unique reçoit également un accueil très favorable de la part des dirigeants d'entreprise français.** En effet quelles que soient les conséquences testées sur l'instauration d'un contrat de travail unique auprès des entrepreneurs français, ceux-ci l'accueillent comme une bonne chose : 69% pensent qu'elle sera positive pour la situation de l'emploi en France, 68% pour la situation des salariés français, et 64% pour les entreprises comme la leur.

Le projet de création d'un conseil des entrepreneurs est très largement soutenu par l'ensemble des chefs d'entreprise interrogés (86%), dont 44% qui le jugent comme une très bonne chose.

- **Plus l'entreprise est ancienne, plus son dirigeant est en faveur de cette initiative** : 78% des entreprises de moins de 10 ans pensent que c'est une bonne chose, pour 88% des entreprises de plus de 30 ans.
- **De même le soutien à cette mesure augmente avec le chiffre d'affaires de l'entreprise** : 87% des entrepreneurs d'entreprise au CA de 0,5 millions d'euros sont pour, et 91% des entrepreneurs d'entreprise au CA de plus de 10 millions d'euros l'encouragent.

- **Passé le printemps électoral et l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle classe politique dont les entrepreneurs attendent beaucoup, le moral des dirigeants de TPE comme de PME se rafraîchit sans pour autant se glacer : les indicateurs de confiance, malgré une légère baisse au mois de juillet, restent pour la plupart plus haut qu'il y a 6 mois. Les patrons français sont désormais dans l'attente de mesures solides venant concrétiser leur espoir.**

Fiche technique : la quatrième vague du baromètre a été réalisée du 22 au 29 mai 2007 par téléphone auprès d'un échantillon national de 800 dirigeants de TPE (entreprises de 0 à 19 salariés) et de PME (entreprises de 20 à 249 salariés) représentatif des entreprises de 0 à 249 salariés, selon la méthode des quotas (taille d'entreprise croisée par le secteur d'activité, région).

L'échantillon a été raisonné pour disposer d'environ 400 dirigeants de TPE et 400 dirigeants de PME. Lors du traitement informatique des résultats, chaque catégorie a été remise à son poids réel afin d'assurer la représentativité des résultats, au regard des critères de la taille de l'entreprise, du secteur d'activité et du découpage géographique par région.